

Le Sahel, centre de gravité stratégique de l'Afrique Les défis de la sécurité¹

Pedro Sánchez Herráez, Emmanuel Dupuy et José Hornero



Introduction : Les défis de la sécurité au Sahel

José Hornero

Suite au forum de dialogue Sahel-Europe qui s'est tenu le 15 mars, l'intervenant Colonel Pedro Sánchez Herráez, colonel des forces armées espagnoles, et l'expert invité M.

¹ Cette analyse s'inscrit dans une ligne de recherche permanente du Centre de Sécurité Internationale sur le Sahel. Suite au Forum de Dialogue Sahel-Europe organisé en mars 2021, les intervenants appartenant au Groupe d'Experts Forum de Dialogue Sahel-Europe ont approfondi les thèmes de leurs conférences, analysant les défis partagés, et les opportunités de coopération pour nos défis communs. La crise politique au Mali et au Tchad a lié la crise sécuritaire aux défis de la gouvernance dans ces États, où la présence de milices d'autodéfense et de groupes djihadistes entrave le développement économique et social. Dans un environnement aussi changeant, le Sahel étant la frontière avancée de l'Europe, il est plus important que jamais de promouvoir un espace de dialogue dans lequel les deux régions peuvent partager, coopérer et proposer des solutions innovantes. Cette collection de publications, ainsi que le Forum de dialogue Sahel-Europe ont reçu une subvention du Secrétariat Général de la Politique de Défense du Ministère de la Défense.

Emmanuel Dupuy, conseiller et consultant, ont rédigé quelques idées importantes discutées lors du forum.

Les auteurs soulignent l'idée de lien et d'interdépendance à plusieurs niveaux superposés (sécurité, économie, climat, social) ainsi que la transversalité comme norme dans les approches adoptées par la communauté internationale. Ces idées d'interdépendance et de transversalité sont cohérentes avec un Sahel qui a été et est depuis des temps immémoriaux le long corridor reliant le Nord et le Sud, l'Europe avec et le Golfe de Guinée, l'Orient nilotique avec l'Occident bantou et berbère et même avec l'Amérique ibérique. Une route de la soie en miniature, avec des frontières poreuses et des ethnies qui se chevauchent. Sur cette route, des guerriers, des sages, des idées et des biens ont circulé, des tensions se sont propagées et des affections se sont tissées.

Une perturbation au sein de ce corridor géopolitique produit très facilement des ondes de choc qui finissent par déborder aux deux extrémités, affectant tôt ou tard les régions voisines. Il suffit de relire l'histoire de l'Espagne pour s'en souvenir. La perturbation aujourd'hui, c'est le terrorisme du côté sud du corridor, qui se dirige lentement mais inexorablement vers la mer ; et du côté nord, la migration irrégulière et les diverses formes de trafic, le premier de manière tumultueuse et le second de manière ordonnée.

La faible présence de l'État dans les grandes régions est présentée comme l'une des causes qui rendent difficile la sortie de la crise actuelle. Cette faible présence d'institutions étatiques, souvent ténues et parfois inexistantes, dans certaines zones du Sahel a été exploitée à fond par des groupes terroristes, des bandits déguisés en guerriers islamiques, des paramilitaires ou des dirigeants de toutes sortes pour étendre leur influence.

Dans ce contexte, les deux auteurs soulignent l'importance de la bonne gouvernance comme élément clé de la solution. Cela implique l'application effective du principe largement partagé de la propriété sahélienne. Une étape essentielle de cette appropriation est le retour effectif des services de base de l'État dans les zones qui ont perdu le contact avec eux, que ce soit par l'imposition des terroristes ou pour d'autres raisons. Ressentir les institutions, c'est les rendre réelles. Dans chaque village où la population touche de ses doigts et voit de ses yeux les services de base, un pas de géant vers la stabilisation aura été fait. Le but ultime est d'éviter les victoires militaires avec des vides civils car ils sont immédiatement exploités par les ennemis de l'État.

En outre, comme le souligne Dupuy, Barkhane vit dans le paradoxe de victoires militaires françaises indéniables d'une part, et de la résistance de la population locale à valoriser positivement cette présence militaire d'autre part, avec une série d'actions qui ont suscité la controverse dans une partie de l'opinion publique locale et dont la France a nié avec véhémence qu'elles n'étaient pas justifiées militairement. Sans oublier, poursuit M. Dupuy, les pressions internes croissantes en France et au Mali sur l'efficacité et la légitimité réelles des efforts de la France dans la région ; le "bégaiement" de la Task

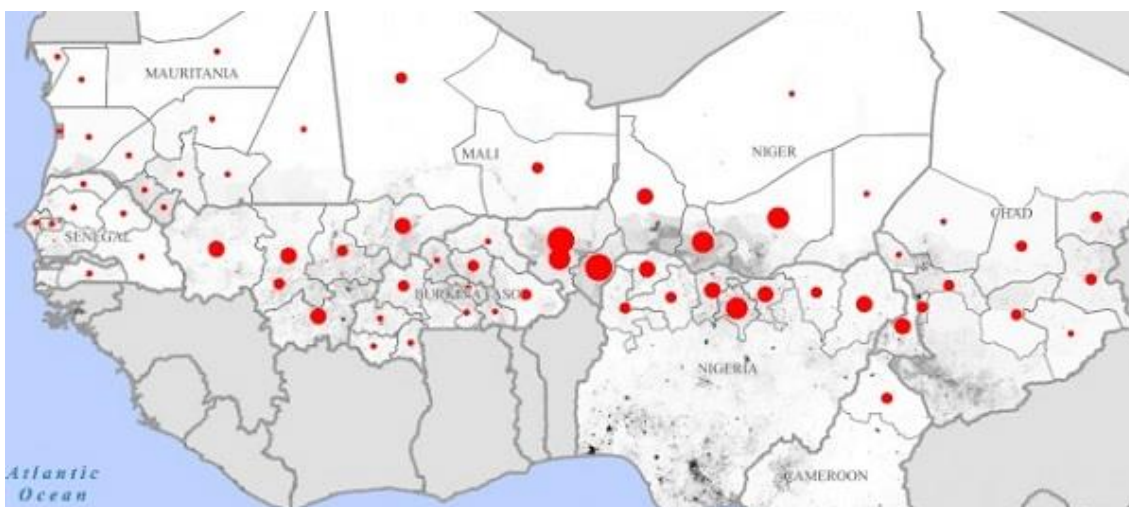
Force Takuba ; et l'approche américaine qui préfère le bilatéral au multilatéral lorsqu'il s'agit du Sahel. Comme le souligne le colonel Sánchez, tout cela montre qu'il est impératif de parvenir à une appropriation plus profonde du Sahel. Dans ce contexte, la restructuration de la présence militaire française au Sahel (annoncée lors de la conférence du G-7 en juin, c'est-à-dire après le forum) entraînera une série de changements qui pourraient influencer considérablement la nature et l'architecture des forces nationales sahéniennes. La restructuration est un processus ouvert que les principaux ministères des affaires étrangères, à commencer par celui de la France, cherchent à rendre coopératif afin d'éviter un effet indésirable pour tous.

Selon les auteurs, les lignes de faille structurelles qui traversent le Sahel et la façon dont elles sont aggravées par les forces violentes sont un facteur majeur de la désintégration du Sahel. A cela s'ajoute qu'à côté des césures habituelles (ethniques, dualité pastoralisme/agriculteurs, ou religieuses), les tensions verticales prennent de plus en plus d'importance, utilisées comme un bélier par les terroristes dans leur volonté de déchirer les sociétés sahéniennes en profitant de leurs contradictions internes. Il s'agit d'une stratégie opportuniste qui remue le couteau dans la plaie ouverte, endormie dans un passé récent grâce à des décennies de républicanisme laïque et unitaire, mais qui devient chaque jour plus virulente. L'une de ces tensions verticales est celle qui sépare les grands propriétaires terriens des humbles bergers, ou encore les clans qui se sont historiquement considérés comme les protagonistes de leur histoire par rapport à d'autres qui ont tendance à s'identifier comme partageurs de celle-ci.

Ces tensions horizontales et verticales érodent un statu quo traditionnel qui permettait de s'accommoder de l'un ou l'autre avec plus ou moins de succès. Il convient donc d'éviter de réduire les conflits existants à une lutte exclusivement entre ethnies et religions ou entre modes de vie, et de considérer ces réalités géopolitiques comme des phénomènes complexes qui résistent à une vision monolithique. En définitive, comme le prévient le colonel Sanchez, les violents cherchent toujours à empêcher un "nous" et à le remplacer par un "nous et les autres". Les ethnies et les religions, marqueurs identitaires horizontaux, ne suffisent pas à réaliser cette destruction du tissu social, ils ont donc trouvé un autre moyen, en creusant en dessous pour exploiter les querelles millénaires sous-jacentes.

Cette flexibilité terroriste est un nouvel exemple d'une stratégie insidieuse, tenace et pragmatique. Pour n'en citer qu'une, la fitna, la guerre entre musulmans insurgés ou pas si fréquente dans d'autres régions du monde, est évitée autant que possible. Le cas le plus dramatique de fitna sahénienne est celui entre DAESH et JNIM, mais cela est dû davantage à des intérêts géostratégiques spécifiques qu'à des différences théologiques. Sans sous-estimer le facteur religieux, c'est le désir d'une amélioration des attentes personnelles et des conditions de vie qui pousse les jeunes radicalisés à rejoindre les groupes armés. Selon ce point de vue, les rangs des terroristes sont plus et mieux décimés en changeant les attentes qu'en lançant offensive après offensive.

Une autre question soulevée dans le document concerne les effets du changement climatique au Sahel et son impact sur l'aggravation actuelle de la crise sécuritaire. Sur ce point, il existe une profonde divergence d'opinions entre les experts, la principale différence étant le poids relatif accordé au climat par rapport aux autres facteurs sous-jacents (économiques, sociaux, politiques, démographiques, etc.).



Le Sahel et l'(in)sécurité : un foyer d'instabilité croissante

Pedro Sánchez Herráez

Le Sahel : un espace de transition et de mobilité

Le terme "Sahel", qui dérive d'un mot signifiant "rivage", fait référence à la limite sud du grand désert, le Sahara. Et de la même manière que la Méditerranée est une "mer d'eau", et que pour ceux qui savent la traverser constitue un espace de communication entre les deux rives (Europe et Afrique), le Sahara, cette "mer de sable", matérialise un espace qui permet de se déplacer entre ses deux rives, entre la côte méditerranéenne de l'Afrique au nord et la rive sud, le Sahel.

Par conséquent, cette rive sud apparemment éloignée a été interconnectée, de manière séculaire, avec la côte méditerranéenne et avec l'Europe ; et aussi, à travers les bassins du fleuve Sénégal ou du fleuve Niger, selon l'empire sahélien dominant dans les époques passées, les marchandises qui circulaient le long des routes millénaires qui traversent l'Afrique et le Sahara atteignaient également le golfe de Guinée et l'Afrique subsaharienne. Le Sahel a été et reste un espace de transition.

D'autre part, la dynamique vitale sahélienne elle-même, régie par les cycles naturels et l'utilisation des terres au rythme des pluies et des sécheresses², a induit - et induit - des mouvements³ au rythme de ces rythmes naturels : à certaines saisons, les terres pleines d'herbe et de mauvaises herbes sont utilisées par les bergers, qui déplacent leurs troupeaux au rythme de l'existence des pâturages, dans une cohabitation complémentaire avec les agriculteurs qui cultivent ces terres lorsque le moment climatique est approprié. Mais cette cohabitation est possible lorsque le cycle des pluies s'est déroulé comme prévu et que le nombre de personnes (et de bétail) qui doivent vivre sur ces terres ne dépasse pas un maximum marqué par la capacité productive de celles-ci. Et si cet équilibre délicat est rompu par le changement climatique - qui affecte le Sahel de manière extraordinaire - et par une croissance démographique exponentielle - on parle d'un "tsunami humain" en raison de la croissance démographique rapide dans la région -, le déséquilibre génère des différends et des luttes, et un terrain fertile pour l'insécurité et l'instabilité apparaît.

L'espace sahélien est inclus dans les frontières de 10 à 12 pays (selon les différentes sources et en raison de la mobilité de cet espace), bien que l'on utilise généralement le terme de Sahel institutionnel ou Sahel G5 (formé par la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad), à la fois parce que c'est la zone où se sont développés les grands empires sahéliens de l'Antiquité et parce que la colonisation française a laissé des structures administratives et des éléments communs qui ont facilité leur intégration dans une organisation supranationale.

Et ces nations traversent un moment délicat, une crise sécuritaire majeure.

La sécurité, facteur clé d'une société stable

Les pays du Sahel ont de faibles revenus, leur appareil de sécurité n'est donc pas très étendu ; par exemple, les pays du G5 Sahel, avec une superficie 10 fois supérieure à celle de l'Espagne, des frontières sans obstacles naturels et très perméables, et avec un peu moins de deux fois la population de l'Espagne, disposent, additionnés, d'environ un tiers des forces armées espagnoles et de moins d'un cinquième de ses forces de police. Le

² C'est pourquoi le Sahel est parfois défini comme une zone bioclimatique, l'espace au sud du Sahara dans lequel les précipitations varient de 150 à 600 millimètres (ou litres par mètre carré) de pluie annuelle (ou 200 à 800, selon d'autres sources). Et étant donné que le Sahara s'est agrandi de 10% au cours des cent dernières années, et que cette croissance se fait essentiellement vers le sud du continent, au même rythme et dans la même direction, l'espace sahélien se déplace vers le sud, ce qui ajoute un autre facteur de mobilité.

³ WALTHER, Olivier J. y RETAILLÉ, Denise, Le modèle sahélien de la circulation, de la mobilité et de la incertitude spatiale, Revista Autrepart, 2008/3, número 47, páginas 109-124. Disponible en <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2008-3-page-109.htm>

point de départ de l'État pour assurer la sécurité est très complexe. Même la présence de l'État lui-même dans de nombreux territoires est rare.

Une société stable a besoin, en premier lieu, de sécurité, ce qui nécessite des outils spécifiques ; mais puisque la sécurité est l'élément premier, il faut aussi un bon système de gouvernance (un gouvernement juste et accepté par les habitants, une administration efficace, un bon système judiciaire, etc.), qui permet à son tour de progresser du point de vue économique et social (augmentation de la richesse, plus grande cohésion sociale, etc.)

C'est pourquoi le trinôme sécurité-gouvernance et développement économique et social est appelé "cycle de stabilisation", reflétant le processus suivi, dans de nombreux cas depuis des siècles, dans les processus de construction des nations. Ce cycle fonctionne comme un cercle vertueux, car tant que la sécurité, la gouvernance et le développement économique et social sont d'une intensité et d'une qualité accrues, ils permettent à chacun de ces piliers de se nourrir les uns des autres et de contribuer à une amélioration mutuelle. En fait, et d'une manière générale, l'aide internationale⁴ est orientée vers la tentative d'aider à tourner le cycle dans la bonne direction.

Mais il peut aussi devenir un cercle vicieux : la diminution du niveau de sécurité, la remise en cause du système de gouvernance ou la dégradation des conditions de vie et de la cohésion sociale font tourner le cycle en sens inverse, se réinjectant à toute vitesse et générant une société déstabilisée. Et le manque de sécurité est généralement le déclencheur de cette déstabilisation.

Les piliers du cycle de stabilisation sont toujours attaqués, et de manière orchestrée, par ceux qui cherchent à déstabiliser un pays ou une région ; ses forces et organes de sécurité sont attaqués, en essayant de montrer leur inefficacité ; le gouvernement est accusé de corruption, les fonctionnaires et les institutions représentant l'État sont attaqués, les écoles et les cliniques médicales sont attaquées pour créer du désordre et des troubles, un groupe ethnique ou religieux est attaqué en priorité pour forcer la cohésion sociale, et tout cela en diffusant systématiquement des récits sur l'incapacité du gouvernement à s'occuper de sa population et en soufflant sur les braises des différences réelles ou mythiques entre différents secteurs ou groupes de la population. Le cycle, mais cette fois d'instabilité, tourne à une vitesse croissante, et dans cet environnement de désordre et de chaos, le contrat social entre le citoyen et l'État est rompu, la société se désintègre le long de lignes de faille ethniques, tribales, religieuses, etc. et les seigneurs de la guerre ou les terroristes djihadistes, comme au Sahel - qui ont

⁴ MINISTERIO DE DEFENSA, Operaciones de estabilización, Ejército de Tierra, Mando de Adiestramiento y Doctrina, PD2-001 (vol. 3), 2013, p- 10.

contribué à ce désordre de manière planifiée - émergent comme une force organisée qui prend le contrôle du territoire.

Mais la solution ne consiste pas simplement à renforcer le pilier de la sécurité de l'extérieur. Loin de là.

La sécurité et sa composante endogène

La sécurité, comme le développement, a une puissante composante endogène. Il est possible de contribuer à l'augmentation du niveau de sécurité et de développement d'un peuple, mais il est absolument impossible de le faire sans non seulement son assentiment, mais aussi sa ferme volonté de progresser dans l'amélioration de ces niveaux. Si l'État est perçu par les élites dominantes comme une structure qu'elles peuvent s'approprier pour atteindre leurs objectifs particuliers⁵, ou si les divisions ethniques, religieuses, tribales... prennent le pas sur toute considération de citoyenneté partagée, il est impossible de créer des espaces politiques et humains de sécurité et de coexistence commune.

Il y a toujours des braises du passé ; et chez les peuples qui ont une longue histoire, comme les Sahéliens, on peut trouver des moments de coopération aussi bien que de compétition. Et la génération d'un récit de haine et de victimisation conduit à une dialectique des "uns et des autres", à l'impossibilité du "nous". Et cette identité de "victime du passé" - à tort ou à raison - correctement instrumentalisée procure un sentiment d'impunité qui sert d'auto-justification aux crimes et aux atrocités⁶. Ainsi, les conflits interethniques séculaires et les références à la colonisation et aux griefs qu'elle a générés sont des braises sur lesquelles on souffle en temps de crise et d'insécurité, car c'est formidablement rentable, pour ceux qui soufflent.

Une société unie et cohésive est très difficile à briser ; mais si le concept de "citoyen" est remplacé par l'attribution à un groupe ethnique, tribal, religieux, etc., il est beaucoup plus facile de déstabiliser cette population. Et les terroristes le savent, et l'utilisent aux niveaux local, national, régional et mondial.

Influence croissante du Sahel sur l'(in)sécurité régionale et internationale.

Aux complexités structurelles du Sahel, déjà évoquées plus haut, se sont ajoutées celles dérivées de la pandémie du COVID-19 : si la mobilité est inhérente à la dynamique de vie sahélienne. Comment se nourrir au quotidien face à l'enfermement et aux

⁵ La séquence de coups d'état au Mali peut être considérée comme un paradigme de cette situation. JEZEQUEL, Jean-Hervé, Mali, un coup dans le coup, International Crisis Group, Q&A/Africa, 27 de mayo de 2021. Disponible en <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/mali-un-coup-dans-le-coup>

⁶ MAALOUF, Amin, Identidades asesinas. Madrid, Alianza Editorial, 2012, página 43.

restrictions de mouvement ? Et si dans les pays riches, les troubles sociaux et les demandes d'aide de la population aux États ont mis à rude épreuve les administrations et les populations, que ne s'est-il pas passé au Sahel ?⁷

L'instabilité dans la région ne cesse de croître et de s'étendre, le long des mêmes routes et chemins sur lesquels les biens, les personnes et les idées circulent depuis des siècles, et ce à toute vitesse. L'Union européenne - et l'Espagne est une nation leader à cet égard - est pleinement consciente qu'en l'absence de stabilité dans la région⁸, les groupes djihadistes gagnent en force, s'étendent dans toute la zone et augmentent leur activisme à l'échelle mondiale, et l'Union continue donc à s'engager de plus en plus en faveur de la paix et de la stabilité dans la région.

Et étant donné que l'insécurité et les principaux acteurs qui la génèrent - principalement les groupes terroristes djihadistes - agissent à l'échelle régionale, les réponses devraient aller dans le même sens, une question qui était déjà évidente il y a des années⁹, mais que la réalité actuelle continue de mettre en évidence de manière quasi quotidienne. En effet, le Golfe de Guinée est devenu la zone de la planète où le taux de piraterie est le plus élevé ; et alors que ces pays avaient été utilisés par les terroristes comme des zones sûres pour établir leurs bases, ils commencent non seulement à subir des attaques, mais les soupçons se portent sur le renforcement des liens entre les terroristes et les groupes armés qui développent l'activité de piraterie.¹⁰

Comme par le passé, le Sahel apparaît comme un espace de transition, d'interconnexion, bien que dans ce cas, en raison des circonstances, il soit destiné au développement et à l'expansion d'une insécurité croissante. Y a-t-il une solution ?

En guise de réflexion

Le Sahel étant un espace véritablement transnational, les réponses doivent être apportées dans l'ensemble de cet espace. Et ce soutien doit être pluridisciplinaire, à tous les niveaux et sur l'ensemble du cycle de stabilisation : contribuer au renforcement de

⁷ SÁNCHEZ HERRÁEZ, Pedro, El Sahel en tiempos de pandemia: ¿aún peor?, Documento de Análisis 24/2020, Instituto Español de Estudios Estratégicos, 15 de julio de 2020. Disponible en http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs_analisis/2020/DIEEEA24_2020PEDSAN_pandemiaSahel.pdf

⁸ IOANNIDES, Isabelle, Evaluating the EU approach to tackling the Sahel conflicts, European Parliament, EPRS PE 654.173, septiembre de 2020. Disponible en [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/654173/EPRS_STU\(2020\)654173_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/654173/EPRS_STU(2020)654173_EN.pdf)

⁹ WALTHER, Olivier J. y LEUPRECHT, Christian, Mapping and deterring violent extremist networks in north-west Africa, Department of border region studies, Working paper 2/2015, University of Southern Denmark, 2015.

¹⁰ ARREDONDAS, Margarita, Alarming expansión of jihadism in Sahel, 01 de abril de 2021. Disponible en <https://atalayar.com/en/content/alarming-expansion-jihadism-sahel>

la sécurité, à l'amélioration de la gouvernance et au développement économique et social.

Les menaces et les risques ne connaissent ni frontières ni limites ; et dans un environnement absolument complexe et instable comme le Sahel, les groupes djihadistes trouvent le terrain idéal pour leurs activités. Non seulement ils prennent pied et contrôlent le territoire, mais ils ont également tendance, en raison de leur propre récit du djihad mondial, à étendre et à élargir leur rayon d'action, atteignant, comme une tempête parfaite qui se développe et se nourrit d'elle-même, les pays du Maghreb, le Golfe de Guinée, le reste de l'Afrique, l'Europe.

C'est pourquoi le Sahel est le centre de gravité stratégique de l'Afrique. Et de même qu'il faut combattre un incendie en agissant en premier lieu contre sa source, il faut aussi concentrer cette aide transnationale et multidisciplinaire dans cette région.

Mais il faut aussi se rappeler et comprendre que la sécurité et le développement ont une forte composante endogène. Il est possible de "contribuer" au renforcement de la sécurité, à l'amélioration de la gouvernance et au développement, mais il n'est pas possible de "créer" la sécurité, la bonne gouvernance et le développement sans un engagement ferme et le dépassement des divergences au sein de la population de la région.

Si ce n'est pas le cas, et pour utiliser une similitude nautique, les efforts de l'extérieur ne serviront qu'à "écoper" et, pour un temps, à empêcher le navire de couler. Mais comme la tempête est parfaite, si tout et tout le monde n'est pas correctement aligné - tant les locaux que les étrangers - au final, le navire coulera. Et quand un point stratégique, comme le Sahel, s'effondre, l'impact est global et brutal.

Espérons, pour le bien de tous, que cela ne se produira pas. Ce serait une véritable catastrophe pour tout le monde.



Stabilisation et maintien de la paix au Sahel : Gagner la paix, à défaut de pouvoir remporter la victoire contre les groupes armés terroristes

Emmanuel Dupuy

Les hommes et femmes de Barkhane ont beau avoir pris le relais de l'opération Serval (11 janvier 2013-août 2014) dont le but était d'empêcher les groupes armés de fondre sur Bamako et de réduire à néant les chances de survie de l'état malien, affaibli par un coup d'état, quelques mois plus tôt, ils agissent désormais sur une vaste zone de 5 millions de Km²

Du point de vue militaire, l'opération Serval aura pourtant été une belle réussite en matière de « contre-terrorisme » qui a permis de libérer le septentrion malien en une vingtaine de jours, seulement. La ville de Gao est libérée, le 25 janvier ; Tombouctou, le 27 janvier et Kidal ; le 30 janvier. Nous étions, néanmoins en 2013 !

Pourtant, dès 2014, l'ouvrage de Jean-Christophe Notin, « La guerre de la France au Mali » semblait, d'emblée, remettre en cause le « narratif » officiel visant à justifier le déclenchement de l'opération par François Hollande par le risque de délitement de l'état malien.

Depuis, 56 militaires français sont morts au Sahel, dont 50 en opérations, principalement au Mali. Plus de 3000 soldats maliens et 230 Casques bleus, sont également décédés dans cette lutte acharnée contre les organisations terroristes qui sévissent en majorité dans la zone dite des « trois frontières » située, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. L'ONU est venu récemment rappeler, du reste, que 4250 Burkinabés, Maliens et

Nigériens, dont de nombreuses femmes et enfants, ont été victimes du terrorisme en 2020.

Le paradoxe en matière de contre-insurrection veut que l'année 2020 aura indiscutablement une année de réussites sur le plan militaire.

Le dispositif militaire Barkhane, qui « traque » quelque 2000 combattants de groupes armés terroristes (GAT) depuis janvier 2013, en a éliminé à peu près 1000 en 2020, dans la bande sahélo-saharienne. L'année 2020 aura ainsi été couronné de succès symboliques. A l'instar de l'élimination du chef d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) Abdelmalek Droukdel, en juin 2020 et plus récemment, le 30 octobre dernier, de Bag ag moussa, chef des opérations militaires du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM).

Le « Comité exécutif » consacré au contre-terrorisme, tenu sur la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy, le 1er février dernier, a dérouté nombre d'experts avertis de la région. Le Directeur de la Sécurité extérieure (DGSE), Bernard Emié y rendait public, une vidéo confirmant que les principaux chefs des GAT, dont Iyad Ag Ghali, le chef touareg du GSIM et Hamadou Koufa, le chef peul de la Katiba Macina ou Front de Libération du Macina entendait désormais porter leurs opérations en direction des pays riverains du Golfe de Guinée (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo et Ghana). Si cette « migration » des GAT étaient connue de longue date, le fait de le dévoiler semble participer d'une vaste opération de communication, visant à légitimer le bien-fondé de la présence militaire française.

Avec 128 actions de combats, soit - en moyenne - une sortie opérationnelle tous les trois jours, le bilan est, en effet, conséquent : 500 armes légères et de petit calibres (ALPC) saisies ou détruites, 40 armes lourdes, de type mitrailleuses détruites ou saisies, 15 lance-roquettes saisies et détruites ainsi que 25 pick-ups immobilisés.

Les militaires français agissent ainsi davantage en synergie avec leurs partenaires locaux. C'est ce qui avait été promis, du reste, lors du Sommet de Pau. L'opération Eclipse (2 janvier - 3 février) sur 400 km de front et 200 km de profondeur, dans la région des « trois frontières » entre les localités de Hombori, Boulkessi et Douentza aura ainsi engagé, de manière exemplaire, 1500 militaires français, 900 Burkinabés, 850 Maliens et 150 Nigériens. Nul étonnement que l'opération ait été très médiatisée.

18 000 soldats issus des forces armées composant la Force conjointe du G5-Sahel ont été formés depuis 2014. 6000, rien qu'en 2020, soit trois fois plus que l'année précédente. Néanmoins, cela peut s'avérer insuffisant à convaincre les populations du bien-fondé de la présence française.

La plus récente, l'opération « Eclipse » engageant ainsi conjointement militaires français et forces armées maliennes est au centre d'une polémique - suite à des frappes menées

sur deux localités situées dans le centre du Mali - eu égard à une guerre informationnelle engagée par les GAT.

Pourtant, la pression autour du sens de notre engagement au Sahel, grandit en France comme du reste également au Mali, ainsi que dans plusieurs autres pays sahélo-saharien. Cette légitime interrogation quant à l'efficacité et la légitimité de notre engagement militaire pour combattre les groupes armés terroristes s'est récemment exprimé avec le sondage IFOP - Le Point qui indiquait, le 12 janvier dernier, que désormais, 51% des Français doutaient de l'engagement français au Sahel.

Nous sommes ainsi bien loin des 73% d'assentiment des Français en janvier 2013 vis-à-vis de l'opération Serval.

La dimension financière aura aussi son importance, à mesure que l'échéance présidentielle approche en France, en mai 2022. Avec un budget prévu de 911 millions d'euros en 2020, l'opération Barkhane devrait encore « gonfler » avec l'arrivée des 364 Serval. L'on évoque le montant record de 1,2 milliards d'euros pour 2021 !

Nul doute que le rappel constant de la part de la ministre de la Défense, Florence Parly de la génération de force, pour l'heure encore balbutiante, de la Task Force Takuba associant - d'ici l'été prochain - onze forces spéciales européennes et un objectif de 600 militaires, aura été un des marqueurs du Sommet de N'Djamena du 16 février dernier.

Les plus optimistes plaideront sans doute, aussi sur l'implication affichée européenne, notamment en insistant sur les quelque 800 personnels - actuellement et plus de 1000 d'ici l'été 2021 - qui composent les missions européennes (European Union Training Mission - EUTM-Mali et European Union Capacity Border Assistance Mission - EUCAP-Mali & EUCAP Sahel – Niger).

Ce serait oublier que bien que les Allemands soient massivement présents dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à hauteur de 930 personnels parmi les 14 000 Casques bleus, présents au Mali depuis avril 2013, ils sont rarement en situation opérationnelle.

Tout juste pouvons-nous compter sur nos partenaires britanniques, qui comptabilisent 300 soldats au sein de la Minusma, tout en apportant un appui inestimable au sein de l'Opération Barkhane, grâce à la centaine de militaires intégré à Barkhane au sein de l'opération Newcombe. La promesse de la nouvelle administration américaine de maintenir les 1500 soldats qui sont déployés dans la région ne semble pourtant nullement garantir un changement de paradigme de la part de de Washington qui continue de privilégier ses partenariats sécuritaires bilatéraux, aux dépens de son soutien au G5-Sahel, à la MINUSMA et, dans une moindre mesure, à Barkhane.

Sans doute est-ce le chef d'état-major des Armées, le Général François Lecointre qui résume le mieux le dilemme opérationnel dans lequel Barkhane se situe désormais, en indiquant que la France avait sans doute fait le « tour du cadran » au Sahel...

—
Chercheur principal :

Colonel Pedro Sánchez Herráez. Colonel de l'armée espagnole. Analyste à l'Institut espagnol d'études stratégiques.

Experts collaborateurs qui ont aidé à la rédaction de ce document

Emmanuel Dupuy. Président de l'Institut pour la prospérité et la sécurité en Europe (IPSE).

Ambassadeur José Hornero. Ambassadeur d'Espagne auprès de la République du Mali et du Burkina Faso.

Cet article a bénéficié d'une subvention du Secrétariat général de la politique de défense du Ministère de la Défense.

